Extrait du Alger républicain
http://www.alger-republicain.com/Tiaret-Protestation-a-Ain-Dheb-et.html

Tiaret - Protestation a Ain Dheb et Medrissa

- Luttes sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : lundi 24 août 2015

Description :

Dans la commune d'Aïn D'heb, sise à 65 km au sud de Tiaret, des dizaines d'habitants ont bloqué les accès aux sièges de la daïra et de l'APC pour « *dénoncer le pourrissement que connaît l'assemblée populaire communale* » et dont les membres « *se sont fourvoyés dans des querelles interminables* ». En effet, las des problèmes au quotidien qui vont en s'accumulant, les citoyens-protestataires, jusque-là spectateurs, exigent que les autorités procèdent soit à la dissolution de l'assemblée, soit à la réconciliation des parties en conflit.

.

Si Merabet Nouredine

Copyright © Alger républicain

Alger républicain

24.08.15

Tiaret

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Dans la commune d'Aïn D'heb, sise à 65 km au sud de Tiaret, des dizaines d'habitants ont bloqué les accès aux sièges de la daïra et de l'APC pour « *dénoncer le pourrissement que connaît l'assemblée populaire communale* » et dont les membres « *se sont fourvoyés dans des querelles interminables* ». En effet, las des problèmes au quotidien qui vont en s'accumulant, les citoyens-protestataires, jusque-là spectateurs, exigent que les autorités procèdent soit à la dissolution de l'assemblée, soit à la réconciliation des parties en conflit.

Un conflit qui paralyse le développement de cette importante localité steppique et prend en otages des citoyens en quête d'un meilleur cadre de vie. Cependant, la situation a failli prendre des proportions alarmantes dès lors que certains des protestataires en sont venus aux mains, voire aux armes blanches, à propos de cette contestation, puisque le conflit couvant à l'APC trouve ses origines dans le tribalisme ambiant et caractéristique de la région.

Le relief et la situation du village, « zone steppique », participe aussi à la dégradation de la situation sociale pour bon nombre des familles qui l'occupent. Le manque de projets vient s'ajouter à ce constat car la préservation des terres mises en défens et la dégradation du couvert végétal, ne sont plus dans l'agenda des responsables locaux au niveau de la commune de Aïn Dheb. Ces derniers ne sont nullement inquiétés par les conséquences fâcheuses des labours et des pacages illicites qui facilitent la désertification d'une grande superficie évaluée à 40 % de la superficie globale du territoire de la commune selon la conservation des forêts.

Cette pratique constitue en elle-même une infraction aux lois relatives à l'environnement et favorise la désertification. Les pistes desservant les riverains pour développer le monde rural sont barrées, alors que leur ouverture a coûté cher au trésor de l'Etat. Des éleveurs forts par leurs relations étroites avec des personnes influentes mafieuses, imposent leur loi dans les terres mises en défend. Ce qui est regrettable, c'est lorsque les chargés de la préservation de ce patrimoine ferment l'oeil sur les barrons de la steppe qui participent physiquement et financièrement à la destruction d'un patrimoine sensé être protégé, par le pacage, les labours et même le défrichage illicites et l'appauvrissement de toute une région

Néanmoins, les mécanismes réglementaires mis à la disposition des collectivités locales pour protéger les terres mises en défens demeurent stériles et peu fructueux pour parer à la disparition systématique des pacages. Bien au contraire, le phénomène de la désertification qui a pris des proportions alarmantes est, selon certains éleveurs, le produit prémédité par ceux qui sont présumés défendre ces périmètres.

Ce silence désolant plus qu'inquiétant pour une population qui a subi et subit encore tout les genres de dépassements. A qui doivent s'adresser les citoyens lésés ? C'est la question qu'ils se posent devant leur situation déplorable !
Dans une impunité totale plus de 10.000 hectares des terres mises en défens ont été squattés.

Par ailleurs, la population d'Aïn Guetta, relevant de la commune de Medroussa, ont barré la RN 14 pour plusieurs heures, obligeant les usagers nombreux sur ce tronçon, à faire un très long détour. Les citoyens en colère dénoncent ainsi l'absence totale d'aménagements urbains mais, et surtout, ont fait cette action pour réclamer le gaz de ville.

.

Si Merabet Nouredine

Alger républicain

Copyright © Alger républicain

24.08.15

Tiaret

Copyright © Alger républicain